



RÉPUBLIQUE D' HAÏTI

**PRIMATURE**

**CIAT**

*Comité Interministériel  
d'Aménagement du Territoire*

**Cyclone Matthew**

**Dégâts sur le territoire  
et  
Orientations pour la reconstruction**

**Janvier 2017**

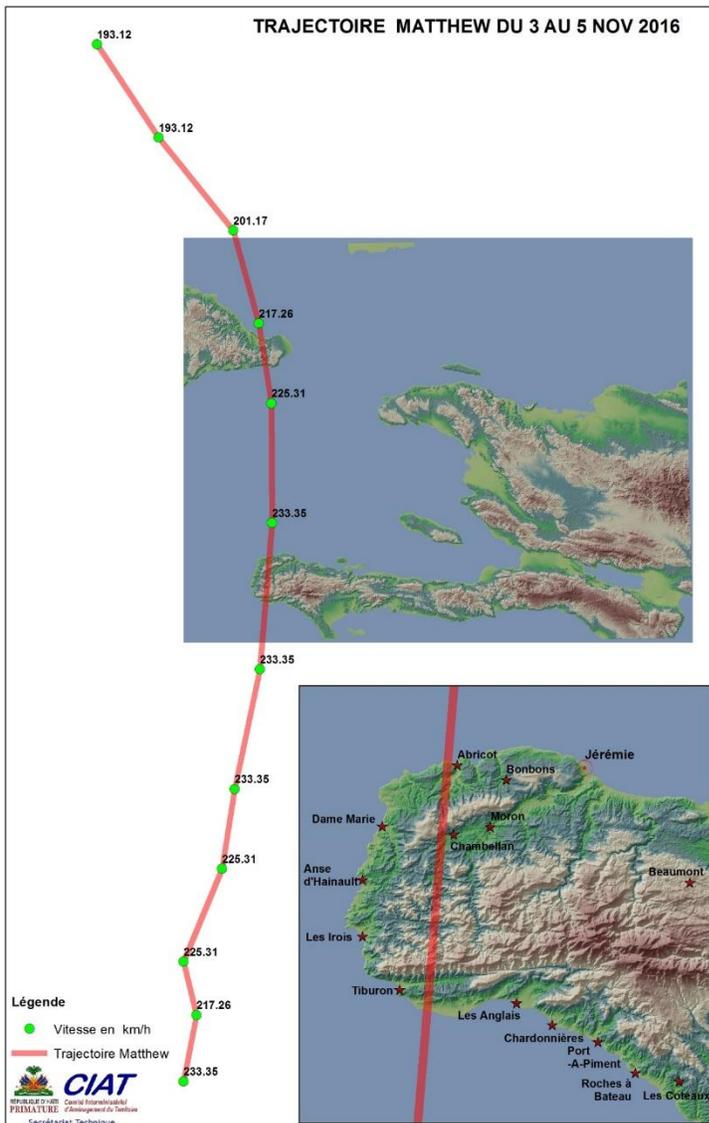
**Version 2**

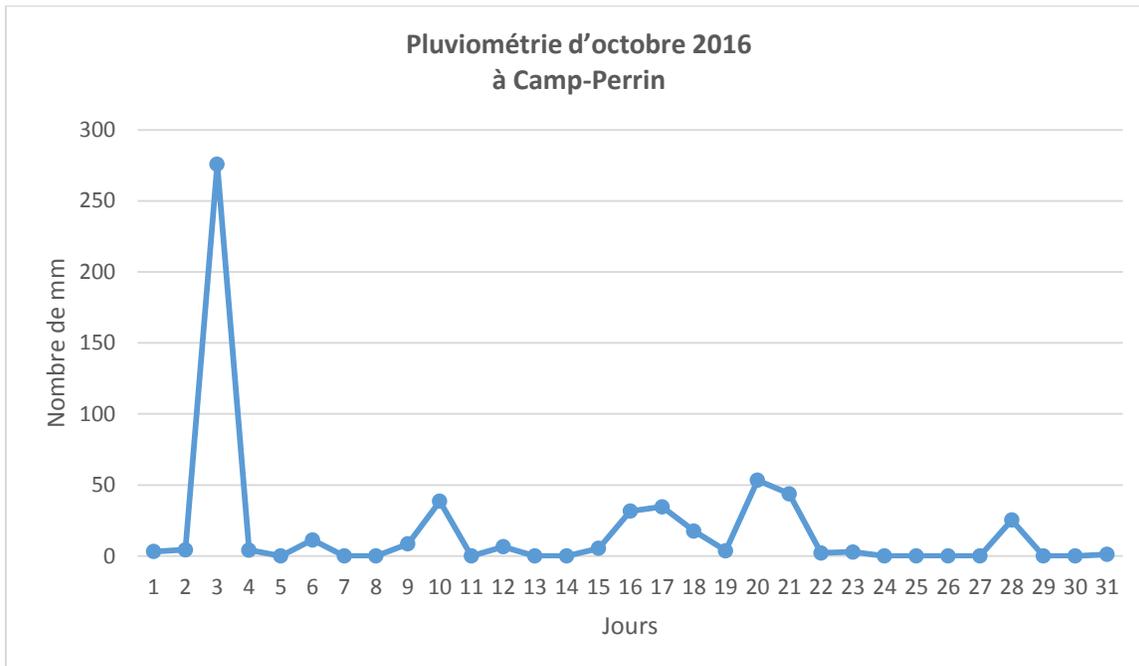


Le cyclone Matthew a traversé la péninsule sud d'Haïti dans la nuit du 3 au 4 octobre 2016, faisant des dégâts considérables.

Parallèlement aux évaluations en cours sur les dégâts matériels et humains, une mission conjointe MEF/CIAT/CNIGS s'est déployée du 8 au 11 octobre sur le terrain avec pour objectifs de :

- Repérer la localisation et mesurer la nature et l'ampleur des phénomènes qui ont causé des dégâts sur le territoire ;
- Formuler des recommandations pour la réhabilitation du territoire, recommandations pour la reconstruction axées essentiellement sur l'aménagement du territoire, considéré comme élément essentiel de la prévention contre les cyclones.





Source : ORE, novembre 2016

Les informations disponibles sur les sites internationaux permettent bien de retracer la trajectoire du cyclone. Par contre, les données pluviométriques très partielles recueillies mettent à nu les déficiences du système national de collecte des données hydrométéorologiques et la nécessité pour le gouvernement d'ouvrir un dialogue avec la Banque Mondiale pour réorienter de façon efficiente le projet Hydromet.

### Diagnostic territorial

1. **L'ensemble du territoire** haïtien n'a pas été affecté : les départements du Nord, du Nord-Est et du Centre n'ont pas été touchés, les départements du Nord-Ouest, de l'Artibonite, de l'Ouest et du Sud-Est ont été faiblement ou partiellement affectés), les départements de la Grande-Anse, du Sud et des Nippes ont été les plus touchés.
2. Les rivières sont entrées en **crue** dans tous les départements affectés sans provoquer d'inondation majeure sauf à Léogane (la Rouyonne), à Cavaillon (rivière de Cavaillon), aux Cayes (rivière Madame Samedi) et sur le parcours de la Grande-Anse.
3. La **submersion marine** a concerné le littoral depuis les Cayes où la mer a pénétré profondément et dans toutes les villes jusqu'à Petit Trou de Nippes.
4. Les dégâts les plus importants ont été causés par **le vent**. Les hauteurs des chaînes de La Hotte et de La Selle ont été très fortement affectées : le couvert boisé aussi bien que les cultures sont atteints (arbres arrachés, cassés, défoliés parfois à 90%, recru ligneux brûlé), cultures d'igname, de haricots, de maïs

perdues, récoltes de café et de cacao perdues pour les deux prochaines années). Les conditions météorologiques et d'accès n'ont pas encore permis le survol en drone mais on attend des dégâts importants sur les aires protégées situées dans ces massifs. Toutes les villes et villages situés dans ou au pied de ces massifs sont détruits à plus de 75% : plateau des Rochelois, l'Asile, Maniche, Camp-Perrin, Chantal, Beaumont, Duchity, Moreau, Chambellan. C'est également dans les hauteurs qu'il y a eu le plus de victimes humaines. Alors que la première section de Camp-Perrin, située en totalité en plaine, n'enregistre aucune victime, la 3<sup>e</sup> section, qui est comprise en 100 et 2000 m d'altitude, on dénombre 168 morts à la fin du mois d'octobre. Il en est de même de toutes les sections d'altitude des communes touchées : 353 morts à Fonds Cochon, 306 dans la Haute Voldroque, 69 à Rendel, 87 à Colse, 31 à Canon. Il y a donc un schéma clair : les villes et bourgs ont subi des dégâts importants mais les morts sont à déplorer essentiellement dans les territoires ruraux du fait de la précarité de l'habitat dans ces territoires, de leur dispersion et de la difficulté pour ces populations, pour l'essentiel occupés aux activités de récolte des pois d'octobre, d'avoir des informations pertinentes à temps.

5. La **connectivité** des territoires est affectée. Les ouvrages d'art stratégiques sont détruits (pont de La Digue) ou très affectés (pont sur la Grande-Anse, pont sur la rivière de Roche-à-Bateau), des routes détruites en plusieurs points (route de la Côte).
6. Le cyclone a été suivi par une longue période de pluies, soit 287 mm, plus que le jour du passage du cyclone.

## Une catastrophe écologique

Au cours des dernières années, de nombreuses institutions se sont évertuées à identifier les aires à protéger dans cette région stratégique pour la biodiversité et dont le paysage, plus préservé que dans d'autres régions du pays, constitue un atout majeur. La zone de biosphère La Hotte a été reconnue par l'UNESCO cette année. Le parc national Macaya en constitue le noyau et, autour du Macaya, plusieurs aires protégées ont été définies : Grande Colline, Grand Bois, les Deux Mamelles, les aires protégées marines d'Aquin à la Cahouane. Deux aires protégées majeures sont en cours de définition : Jérémie/Abricots d'un côté, Baradères/Corail de l'autre. Toutes ces aires protégées ont été durement frappées par Matthew. Les premières observations faites par avion par la Fondation Audubon permettent d'avancer les évaluations suivantes :

- Grand Bois est à 90% affecté et Deux Mamelles à 85% ;
- Le versant sud du Macaya est très affecté : Grande Colline, Cavalier et Fonds Bleu (pic Le Ciel) sont les sites les plus touchés ; 80% des pins du pic Formon sont tombés<sup>1</sup> ;

---

<sup>1</sup> Il faudra tenir compte d'un tapis d'aiguilles de pin qui ne permettent pas la reprise spontanée de la pinède.

- Le versant nord du parc Macaya est totalement ravagé ; quelques arbres subsistent dans quelques bas-fonds et la Haute Voldroque est intacte à plus de 90% malgré l'apparition de nouveaux ravinements.

## **Conséquences sociales et humaines**

La rentrée scolaire constitue un enjeu majeur de la reconstruction. Les familles ont perdu tout ce qui avait été investi dans la rentrée scolaire (uniformes, livres, matériel scolaire, etc.) et ne sont pas en mesure de refaire ces dépenses ni de soutenir l'alimentation des enfants scolarisés. Ceci est valable pour les enfants scolarisés qui rentrent chez eux chaque jour comme il est valable pour ceux scolarisés loin de chez eux, aux Cayes, à Jérémie ou même à Port-au-Prince. La menace est la déscolarisation cette année de tous les enfants ou d'une grande partie des enfants vivant ou dont les parents vivent dans les zones sinistrées.

A la lumière des événements de Cléo, Flora et Hazel, il faut s'attendre à des déplacements massifs de population, si les secours n'arrivent pas directement dans les petites communes des différents départements touchés. Il est à craindre que ces déplacements se fassent dans un premier temps vers Les Cayes et Jérémie et, dans un deuxième temps vers Port-au-Prince.

Les vols et les pillages ont déjà commencé. Et il ne s'agit pas uniquement des convois d'aide humanitaire. La question sécuritaire doit s'adresser de façon institutionnelle à la PNH et se programmer sur le long terme.

## **Une stratégie globale**

Au moment où nous écrivons ce rapport, il semble évident qu'il n'y aura pas un important déversement d'aide international sur Haïti pour la reconstruction après Matthew. Il est donc extrêmement important de gérer au mieux toutes les ressources disponibles :

- Le Trésor public ;
- L'apport des projets financés par les PTF qui existent déjà et dont il faut adapter les objectifs et les moyens à la situation nouvelle ;
- Les ressources qui seront mobilisées par les ONGs et fondations haïtiennes et étrangères ;
- Les Haïtiens de l'étranger.

Chaque centime compte. Il s'agit moins de contrôler le flux d'argent que de cadrer l'action des uns et des autres au regard de la reconstruction.

C'est ce cadre global qui est soumis à l'appréciation des uns et des autres par le biais de ce document.

## Les grands dossiers d'aménagement du territoire

Environnement		
1	Le parc Macaya	10
2	Protection des sources	14
Logement et villes		
3	Le littoral	16
4	Le logement	17
5	La production d'agrégats	18
Terroir agricole		
6	Campagne agricole de novembre 2016	20
7	Campagne agricole de janvier/février 2017	21
8	Café (haute et moyenne montagne)	22
9	Cacao (moyenne montagne)	23
10	Les arbres fruitiers	24
11	Les tubercules : patate douce et igname	25
12	Reconstitution du cheptel	26
Economie		
13	Valorisation du bois mort : Charbon	28
14	Bois d'œuvre	29
15	Cash for work	30
16	Community Fund	31
17	Crédit	32
18	Petites et moyennes entreprises	34
Infrastructures		
19	Connectivité : les infrastructures routières	37
L'institutionnel et le social		
20	La sécurité publique	41
21	Autorité Régionale d'Aménagement du Territoire	42
22	L'école	43
Le long terme		
23	Les stocks stratégiques	45

	Maintenant
	Court terme mais commencer maintenant
	Moyen terme mais commencer maintenant
	Moyen/long terme



# Environnement

## **Fiche 1**

### **Le Parc National Naturel Macaya**

#### **Stratégie de récupération**

Le parc national Macaya est l'enjeu environnemental le plus important dans le Sud. Il conditionne l'approvisionnement en eau potable et en eau d'irrigation dans toute la péninsule.

#### **Les repères essentiels pour le Parc National Naturel Macaya**

1. Le Parc National Naturel Macaya a été créé en avril 1983
2. Le Parc National Naturel Macaya a été délimité en mars 2012
3. Le Parc National Naturel Macaya a été borné en 2014-2015
4. Le Parc National Naturel Grande Colline a été créé et délimité en juillet 2014
5. Les deux parcs, voisins de quelques dizaines de mètres, constituent aujourd'hui un ensemble de **13 559.08 hectares** avec un périmètre de **127.17 kilomètres**.

#### **Etat des lieux après le passage de Matthew**

- Destruction du couvert boisé estimé globalement à 40% mais grande variété de situations
- Versant nord totalement ravagé, sauf bas-fonds (versant particulièrement touché : 659 tués dans les sections de Fond Cochon et Haute Voldrogue)
- Les situations les plus dramatiques : Grande Colline, Cavalier, Fonds Bleu

#### **Un principe directeur**

Laisser la reprise se faire naturellement et mettre l'espace à l'abri de l'action de l'homme.

#### **Trois axes d'intervention**

1. Mettre en place un dispositif efficace de surveillance : interdiction totale pour les hommes et les animaux de pénétrer dans le parc ;
2. Accompagnement des populations qui se sont déplacées après Matthew là où elles se sont déplacées pour empêcher un retour dans le parc ;
3. Suivi/accompagnement de la reprise naturelle.

Principe directeur et axes d'intervention ont été déterminées au cours d'une réunion organisée par l'UGP Macaya après sa tournée post Matthew à Formon/Durand, après plusieurs rencontres/conversations avec les prestataires de services et institutions impliquées dans la gestion du Macaya.

#### **La première échéance : février 2017**

Elle arrive en **février**, saison de plantation de pois. La tentation va être grande de planter des pois partout où les arbres sont tombés. Traditionnellement, on commence avec un brûlis. Les

fougères arborescentes malmenées par Matthew et qui ont séché pendant les mois secs de décembre et janvier mises à feu peuvent brûler ce qui reste de la forêt. Le premier qui passera une allumette sera responsable de la destruction de la forêt.

### **Axe 1. Mettre en place un dispositif radical de surveillance : interdiction totale d'accès au parc pour les hommes et les animaux**

Construire au plus vite des guérites dans les entrées connues du parc, identifier les positions stratégiques des miradors de contrôle à installer dans le parc. Guérites et miradors doivent être équipées pour permettre aux gardes forestiers d'assurer une présence permanente, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Leur statut et leur paiement doivent être reconsidérés dans les meilleurs délais.

#### **Les entrées et chemins d'accès du parc identifiés**

##### **A partir de la Grand'Anse**

<b>Commune</b>	<b>Transit</b>	<b>Localité proche</b>	<b>Dans le parc</b>
Jérémie	Léon/Castillon	Despaigne	Bois Sec
Beaumont	Préval/Mouline	Ti Bazile	An Miel/Tardieu
Pestel	Duchity	Desbarrières	Gilhomme

##### **A partir du Sud**

<b>Commune</b>	<b>Transit</b>	<b>Localité proche</b>	<b>Dans le parc</b>
Camp-Perrin	Ray	Boisrond	Coutard/Mare Blanche
Torbeck	Ferme-Leblanc	Grosse Morne	Desglacis
Chantal	Canon	Le Prêtre	Formon/Durand
Port-à-Piment	Rendel	Douillet	Grand Plaine
Les Anglais	Nd	Rosignol	Nan Onzè

#### **Une surveillance à 4 niveaux**

	<b>Niveau de surveillance</b>	<b>Qui ?</b>	
1	Local	<b>Les gardes forestiers</b> contrôlent les 8 entrées du parc identifiées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construire des guérites</li> <li>• Organiser des rondes</li> <li>• Borner Grande Colline</li> <li>• Dispositifs anti-feu en place</li> </ul>
2	Section communale	<b>Les CASECs</b> , interlocuteurs privilégiés pour la surveillance des mouvements dans la communauté	Appui à évaluer
3	Commune	<b>La police et les maires</b> sont en charge	Appui à évaluer
4	Local	Passages de <b>drones</b> chaque mois	En régie ou sous contrat

## **Axe 2. Accompagner les populations qui se sont déplacées après Matthew là où elles se sont déplacées pour empêcher un retour dans le parc**

**Quelle est la taille de la population vivant dans le parc ? Combien de personnes travaillent dans le parc (agriculture et coupe de bois) ?** Aucune institution impliquée ne peut aujourd'hui répondre à ces questions.

La Fondation Audubon doit impérativement terminer le recensement commencé avant le passage de Matthew. Le CIAT va lancer une évaluation rapide dans les communautés qui ont accueilli les populations chassées par Matthew et identifier le plus rapidement possible les opportunités à créer dans ces villages pour assurer un bon accueil des populations.

### **Organiser la réinsertion des populations dans leurs localités d'origine**

#### **Les localités de repli/d'origine dans la Grand'Anse**

<b>Commune</b>	<b>Localité à équiper/agrandir</b>
Jérémie/Roseaux	Despaigne, Castillon
Beaumont	Ti Bazile
Pestel	Duchity

#### **Les localités de repli/d'origine dans le Sud**

<b>Commune</b>	<b>Localité à équiper/agrandir</b>
Camp-Perrin	Ray
Torbeck	Ferme-Leblanc, Grosse Morne
Chantal	Soulette/Colonie/Sous Bois, Le Prêtre
Port-à-Piment	Rendel/Douillet
Les Anglais	A déterminer

- Créer des nouveaux quartiers et équiper les villages et bourgs existant
- Accompagner la création de nouvelles exploitations agricoles

### **Des opportunités économiques à créer pour les familles déplacées et celles de la zone-tampon :**

- Le café de qualité de haute altitude (1100-1600m)
- Ouvrir des chantiers de routes et chemins
- Utiliser le bois tombé dans le Macaya pour faire des sentiers de randonnée et des protections contre le ravinement (aucun bois ne doit sortir du Macaya)

## **Axe 3. Suivre et accompagner la reprise naturelle**

- Garder le Plan de Gestion inchangé mais adapter le PAO
- Faire l'évaluation précise des dégâts de Matthew et des potentialités/modalités de reprise
- Replanter dans les zones rouges et les zones marron devenues rouges

- CATIE garde ses observatoires mais les transforme en observatoires de la reprise pas du carbone

## **Les moyens**

- Une grosse campagne d'information
- L'implication de l'Etat au plus haut niveau
- Reconversion des budgets des projets existants
- Recherche de financements nouveaux
- Forte implication du budget national

## Fiche 2 Protection des sources

<b>Justification</b>	Le cyclone Matthew a pratiquement détruit tous les arbres de la Région Sud. Les arbres et arbustes protégeant les sources d'eau n'ont pas résisté non plus aux vents de l'ouragan. De ce fait les micros bassins versants desservant les sites fournissant de l'eau potable aux populations sont à mis à nu et sont ont vu leur niveau de risques à l'érosion s'augmenter. Des travaux de protection s'avèrent nécessaire à court terme.
<b>Stratégie</b>	Il est utilisé une approche zonage. Le zonage vise à délimiter la surface du sol contribuant à l'alimentation en eau de la source sachant que les activités humaines sur cette espace influencent l'eau de la source en termes de quantité et de qualité. Il y a dans ce zoning la zone 1 d'une superficie de 1000m <sup>2</sup> minimum où toutes activités doivent être interdites (50m en amont pour mises en défens). Il y a la zone 2 qui est le périmètre d'utilisation contrôlée où CASEC et exploitations agricole s'entendent pour des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement avec des ouvrages mécaniques ou biologiques de protection sans élevage libre où l'agroforesterie est encouragée dans une superficie de 5 hectare ou 50,000 m <sup>2</sup> , (150m en amont pour mise en valeur contrôlée). Il y a la zone 3 où les lignes de crête représentent les frontières et où il faut essayer de développer. Un comité de micro bassin versant de la source sans élevage libre, sans culture sur brûlis avec protection des ravines et un minimum de couverts boisés (agroforesterie)
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des sources à protéger (captées ou non)</li> <li>• Communication/animation auprès de la communauté concernée</li> <li>• Formulation/partage/validation de la communauté/promulgation et publication de l'arrêté communal</li> <li>• Travaux de protection de la zone 1 et de la zone 2 (cash for work)</li> <li>• Mise en place de Comité de Gestion de micro bassin versant de la source</li> </ul>
<b>Investissement</b>	Coûts moyens de protection de zone 1 et 2 = US\$ 22 000/source environ US\$3 865/ha
<b>Terme</b>	6 mois
<b>Bénéficiaires</b>	-
<b>Résultats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection de la source en terme de quantité et qualité d'eau</li> <li>• Protection des ouvrages de captage</li> <li>• Structuration des communautés (Comité) autour des biens communs (eau potable)</li> <li>• Collaboration des institutions de l'Etat local avec les communautés</li> </ul>
<b>Promoteur /Opérateurs</b>	Mairies/Comité de Gestion des sous bassin versant/DINEPA/CAEPA – ONG spécialisée en eau

# Logement et villes

**Fiche 3**  
**Le littoral**

<b>Justification</b>	Dans toutes les zones touchées par Matthew, les côtes ont connu une submersion marine qui a emporté les infrastructures (routes), les maisons et, parfois, les hommes. L'est de la ville des Cayes a été submergé, la mer a causé des dégâts importants à la plage de Port-Salut, les villages de pêcheurs ont été détruit tout le long de la côte et des villes comme Jérémie, Dame-Marie et Anse d'Hainault devront faire l'objet d'une attention particulière au vu des dégâts causés.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définir la ligne de côte, établir la zone des 100 pas du roi, établir les zones non aedificandi</li> <li>• Recréer la barrière de mangrove sur la côte</li> <li>• Déplacer les petites communautés placées entre la mer et la montagne sur une étroite bande de terre</li> <li>• Les plages libérées doivent faire l'objet de mesures conservatoires immédiates (Port-Salut notamment) : interdiction de reconstruction des infrastructures et maisons et revégétalisation appropriée</li> </ul>
<b>Stratégie</b>	<p>Jouer à la fois sur l'institutionnel et le naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire du permis de construire un outil actif de travail pour les mairies</li> <li>• Faire un plan d'occupation du littoral et en fixer les usages</li> <li>• S'assurer que le littoral est utilisé en fonction de sa dynamique propre et bloquer les usages impropres partout où la mer a indiqué les limites du littoral</li> </ul>
<b>Localisation</b>	Toute la côte Caraïbe, notamment Les Cayes, Port-Salut Toute la côte nord de la péninsule Sud
<b>Investissements</b>	À déterminer
<b>Terme</b>	Moyen/long termes
<b>Bénéficiaires</b>	Populations du littoral
<b>Promoteurs/Opérateurs</b>	CIAT/PNUJ/PNUD/MDE/MICT/délégations/mairies

## Fiche 4 Le logement

<b>Justification</b>	Tous les bilans sont concordants : les dégâts les plus pénalisants pour la population c'est la destruction partielle ou totale des maisons. Actuellement, la population est en train de parer au plus pressé, avec ses moyens propres et avec l'aide des ONGs et autres institutions de bonne volonté : remettre les tôles là où elles sont parties. Cette réponse humanitaire ne peut pas être la réponse définitive à la question du logement dans le Grand Sud. Deux points incontournables doivent être au cœur de toute intervention dans ce secteur : la localisation de l'habitat et la capacité des mairies à faire respecter les zones de non aedificandi d'un côté et de l'autre la qualité des constructions. Comme pour le tremblement de terre de 2010, le passage de Matthew a mis en évidence les malfaçons et mauvaises pratiques professionnelles dans la construction des maisons.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place d'un crédit immobilier avec les caisses populaires et les banques privées dans le Grand Sud ;</li> <li>• Identifier de façon précise les villes<sup>2</sup> devant recevoir un traitement particulier du fait de leur localisation à risque (Baradères par exemple) ;</li> <li>• Produire les plans et règlements d'urbanisme pour les villes du Grand Sud ;</li> <li>• Créer un atelier-école de la construction (formation par l'apprentissage des maçons et charpentiers dans les villes et les campagne)</li> </ul> <p>Le contrôle de qualité des matériaux utilisés est traité dans une fiche séparée (production des agrégats).</p>
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Situer la question du logement dans une politique plus large d'urbanisme ;</li> <li>• Ne pas construire de logements sociaux mais créer des trames urbaines assainies et de la disponibilité foncière pour des extensions urbaines dans les zones sans risques majeur ;</li> <li>• Créer les instruments économiques, éducatifs et réglementaire d'utilisation des matériaux et des techniques de construction anticyclonique.</li> </ul>
<b>Investissements</b>	À déterminer
<b>Terme</b>	Long terme
<b>Bénéficiaires/Zones cibles</b>	L'ensemble des zones touchées par Matthew
<b>Promoteurs/Opérateurs</b>	BIT/TPTC/CIAT/mairies

<sup>2</sup> Un plan d'aménagement du Grand Sud est actuellement en cours avec le CIAT, financé par l'AFD et le PNUE/Norvège. Il devra tenir compte des données nouvelles créées par Matthew.

**Fiche 5**  
**La production d'agrégats**

<b>Justification</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une évidente absence de maîtrise des techniques de couverture des maisons et bâtiments ;</li> <li>• Des matériaux de construction de mauvaise qualité (sable ou gravier de mer, sable de rivière non lavé avec beaucoup de particules fines, etc.) fragilisant les constructions ;</li> <li>• Mise à disposition de matériaux de construction de qualité.</li> </ul>
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de gravelles sur les principales rivières du Grand Sud, notamment la Grande Ravine du Sud qui menace les villes et villages sur son parcours mais aussi stérilise progressivement une grande partie des terres agricoles de la plaine des Cayes ;</li> <li>• Identification des rivières susceptibles de fournir des agrégats de qualité ;</li> <li>• Mise en place effective d'un système de contrôle de qualité par les TPTC et les mairies ;</li> <li>• Création d'une filière d'exportation d'agrégats.</li> </ul>
<b>Stratégie</b>	<p>Instituer dans les mairies une unité de contrôle de qualité des matériaux utilisés dans la construction qui oblige à s'approvisionner auprès des entreprises délivrant des granulats calibrés. Les entreprises doivent avoir accès à du crédit long terme et à bas taux d'intérêt.</p>
<b>Investissement</b>	\$US 5 millions par unité
<b>Terme</b>	Moyen et long terme
<b>Bénéficiaires</b>	<p>Particuliers, firmes de construction</p> <p>Une moyenne de 20 emplois directs par unité</p>
<b>Promoteur/opérateur</b>	<p>Groupes privés de production de matériaux de construction</p> <p>MEF/PPP/banques</p>

# Terroir agricole

<b>Fiche 6</b> <b>Campagne agricole de novembre</b>	
<b>Justification</b>	La production agricole est perdue (même les pois d'octobre récoltés et stockés dans les maisons ont pourri ou germé). L'alimentation humaine et la disponibilité en semences sont compromises.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fourniture de semences de haricot (pois noir) : opération de collecte dans les zones de montagne où la récolte a été faite en septembre/octobre dans les zones peu ou pas affectées ou pois Pinto comme pis-aller ;</li> <li>• Disponibilité de pesticides et d'engrais complet (20 x 20 x 10 avec contrôle strict de qualité) ;</li> <li>• Facilitation des travaux de labourage ;</li> <li>• Curage des canaux d'irrigation.</li> </ul>
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une équipe spécialisée pour rechercher des semences dans les zones les moins affectées ou pas affectées par le cyclone ;</li> <li>• La remise en culture rapide, dans le respect du calendrier agricole paysan.</li> </ul>
<b>Localisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Périmètres irrigués de Dubreuil, Moreau et d'Avezac dans la plaine des Cayes</li> <li>• Il est possible de prendre un risque en zone de montagne mais la réussite dépendra totalement de la pluviométrie</li> </ul>
<b>Investissements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Curage et de réparation de canaux : \$ 7 millions</li> <li>• Financement de la campagne : \$ 17 millions (\$ 1 200 par hectare)</li> <li>• Total : 24 millions US\$</li> </ul>
<b>Terme</b>	Court terme (1 à 2 mois)
<b>Bénéficiaires/Zones cibles</b>	Environ 25,000 familles bénéficiaires sur 10,000 hectares de plaine irriguée
<b>Promoteurs/Opérateurs</b>	MARNDR, DDA, BAC, ORE, autres ONG et prestataires de services
<b>Partenaires</b>	AFD (SECAL) et Banque Mondiale (RESEPAG)

<b>Fiche 7</b> <b>Campagne agricole de janvier/février 2017</b>	
<b>Justification</b>	La production agricole est perdue (même les pois d'octobre récoltés et stockés dans les maisons ont pourri ou germé). L'alimentation humaine et la disponibilité en semences sont compromises.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fourniture de semences de haricot (pois noir), de maïs, riz pluvial, boutures de patate et d'igname jaune ;</li> <li>• Disponibilité de pesticides et d'engrais complet (20 x 20 x 10 avec contrôle strict de qualité) ;</li> <li>• Facilitation des travaux de labourage ;</li> <li>• Curage des canaux d'irrigation.</li> </ul>
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Opération systématique de collecte de semences et de boutures dans les zones peu ou pas affectées par le cyclone où la récolte a été faite en septembre/octobre ;</li> <li>• La remise en culture rapide, dans le respect du calendrier agricole paysan.</li> </ul>
<b>Localisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Périmètres irrigués de Dubreuil, Moreau et d'Avezac dans la plaine des Cayes et autres zones irriguées du Grand Sud ;</li> <li>• Toutes les zones de montagne du Grand Sud.</li> </ul>
<b>Investissements</b>	100 000 hectares à raison de \$ 1 000 par hectare, soit \$ 100 millions
<b>Terme</b>	Court terme (3 mois)
<b>Bénéficiaires/Zones cibles</b>	Plus de 200 000 familles bénéficiaires
<b>Promoteurs/Opérateurs</b>	MARNDR, DDA, BAC, ORE, ONG

<b>Fiche 8</b> <b>Café (haute et moyenne montagne)</b>	
<b>Justification</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• De nombreux caféiers sont déracinés, la plupart des caféiers sont défoliés et les graines en cours de maturation arrachées. La production de 2016 et 2017 est perdue à 80%.</li> <li>• Antérieurement au cyclone, les caféiers étaient menacés par le changement climatique.</li> </ul>
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Régénération des caféiers de moyenne montagne</li> <li>• Nouveaux aménagements des terres de haute altitude des montagnes humides</li> <li>• Système de culture avec des produits en sous-bois de petite taille pouvant résister aux vents violents des cyclones (arrow-root, gingembre)</li> </ul>
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Satisfaction du marché local avec le café de moyenne altitude ;</li> <li>• Production de café haut de gamme (score 80 et plus) pour obtenir des prix dépassant plus de \$ 4/lb avec des caféiers résistants à la rouille du café et aux scolytes</li> <li>• Promotion de café vert moyennant bonne préparation de café grâce à une usine moderne de conditionnement (aquapulpage, séchage mécanique, déparcheminage et emballage)</li> </ul>
<b>Localisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Régénération : toute les aires actuelles plantées en café</li> <li>• Nouveaux aménagements : Desbarrières et Beaumon</li> </ul>
<b>Investissement</b>	<p><b>Régénération par taille</b> des caféiers existants : 10 000 ha à raison de \$ 1 000 l'hectare, soit 10 millions</p> <p><b>Création des nouvelles aires</b> de forte concentration de caféiers : Plantation de \$ 1 000 ha à raison de \$ 2 000 l'hectare, soit \$ 2 millions</p> <p>Usine, équipement et routes intérieures, \$ 3 millions</p> <p>Total \$ 5 millions</p>
<b>Terme</b>	Court (1 an) et moyen terme (4 ans)
<b>Bénéficiaires</b>	Producteurs de café
<b>Promoteur/Opérateur</b>	MARNDR /INCAH/Groupe Wiener/Groupe Rébo/Coopératives

**Fiche 9**  
**Cacao (moyenne montagne)**

<b>Justification</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombreux cacaoyers touchés par la défoliation et la dessiccation. Les cabosses sont tombées. La production de 2016 et 2017 est détruite, même si certaines cabosses peuvent être récupérées.</li> <li>• Le cacao était antérieurement devenu plus fragile dans sa zone écologique traditionnelle du fait du changement climatique.</li> </ul>
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taille des cacaoyers (régénération des plantations traditionnelles)</li> <li>• Reconstruction et modernisation de l'usine de transformation du cacao de Dame-Marie</li> <li>• Accompagnement pour la plantation de cacao en moyenne montagne et création de routes d'accès</li> <li>• Recherche de nouveaux marchés</li> </ul>
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Remplacer le café planté à moins de 500 m par du cacao ;</li> <li>• Passer du cacao traditionnellement séché au soleil au cacao fermenté dont le prix est plus élevé</li> <li>• Intégrer le cacao dans une association (cocotiers, bananes, ananas, gingembre, haricot/maïs/riz en intercalaires) à l'année 1 pour contribuer à la sécurité alimentaire</li> <li>• Mise en marché au niveau local et international d'un cacao de qualité</li> </ul>
<b>Localisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dame-Marie (le cacao nouveau)</li> <li>• Les aires touchées par le cyclone (la régénération)</li> </ul>
<b>Investissement</b>	<p>1 000 ha de cacao planté en moyenne montagne à raison de \$ 1 700 par hectare, soit \$ 1 700 000</p> <p>Usine de cacao fermenté avec séchage mécanique, voies de pénétration et mise en marché (\$ 2 300 000)</p> <p>Régénération sur 5 000 ha à raison de \$ 1 300 l'hectare, soit \$ 6.5 millions</p>
<b>Terme</b>	Court et moyen terme
<b>Bénéficiaires</b>	Producteurs de cacao
<b>Promoteur/opérateur</b>	Ayitika/ Groupe Wiener/MARNDR/DDA

**Fiche 10**  
**Arbres fruitiers**

<b>Justification</b>	Presque tous les arbres ont été endommagés ou arrachés par les vents violents du cyclone Matthew. Il faut travailler à reboiser la région pour remplacer les arbres détruits. La disparition du couvert boisé du fait de Matthew augmente considérablement la fragilité des bassins versants du Grand Sud. Il faut trouver les stratégies qui peuvent concilier préservation de l'environnement, rentabilité et revenus rapides pour le paysan.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation par apprentissage de pépiniéristes et de greffeurs ;</li> <li>• Multiplication des arbres fruitiers greffés ;</li> <li>• Surgreffage des arbres fruitiers taillés avec des variétés de contre-saison rémunératrices ;</li> <li>• Taille systématique et (éventuellement) greffage des arbres fruitiers qui ne sont pas tombés ;</li> <li>• Plantation subventionnée d'arbres fruitiers à haute valeur ;</li> <li>• Introduction de variétés de fruitiers résistantes : cocotier, noix cajou ;</li> </ul> <p>Les espèces visées sont les avocatiers, les manguiers, les orangers.</p>
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intensifier très fortement les actions déjà en cours ;</li> <li>• Mobiliser les greffeurs formés par ORE et d'autres institutions dans le reste du pays pour les répartir dans les zones touchées.</li> </ul>
<b>Investissement</b>	\$ 25 000 000 pour 50 millions d'arbres
<b>Terme</b>	Moyen terme
<b>Bénéficiaires</b>	50 000 ménages et exploitants agricoles
<b>Promoteur/opérateur</b>	MARNDR/DDA/ONG/OCB
<b>Partenaires</b>	PNUE/AFD (SECAL)/BM (RESEPA)

<b>Fiche 11</b> <b>Les tubercules : patate douce et igname</b>	
<b>Justification</b>	<p>Les tubercules se développant dans le sol, ils résistent mieux aux vents violents. Certaines variétés sont de cycle très court (variétés tapato, sové kata, poulpoul, etc...) peuvent être multipliées rapidement et rendues disponibles pour assurer un minimum de sécurité alimentaire. Avec des techniques de micro propagation très simple (par bouture) Avec une pépinière de patate douce sur 10 ha, on peut disposer de suffisamment de boutures pour emblaver 4 000 ha. La valorisation des feuilles par fermentation anaérobique peut fournir un aliment de choix riche en protéines pour l'élevage de porcs.</p> <p>L'igname a subi des dommages importants du fait que le vent a cassé les tuteurs. Les plantations doivent être refaites, les tubercules en cours de développement ne pouvant servir que de plants pour les prochaines plantations.</p> <p>Contribution à la sécurité alimentaire du Grand Sud et participation à la constitution de stocks stratégiques.</p>
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Multiplication de la patate en cultures associées dans les terres de plaines, et dans les terres de pente moyennant des travaux de conservation de sol ;</li> <li>• Recherche de tuteurs dans les départements épargnés par le cyclone et multiplication par mini-set.</li> </ul>
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recherche de boutures ;</li> <li>• Plantation et travaux ;</li> <li>• Formation à la lutte contre les pestes et maladies</li> </ul>
<b>Investissement</b>	\$ 28 millions
<b>Terme</b>	Court et moyen termes
<b>Bénéficiaires</b>	50 000 familles
<b>Promoteur</b>	MARNDR/ONG/Organisations Paysannes

**Fiche 12**  
**Reconstitution du cheptel**

<b>Justification</b>	Le gros et le petit bétail ont été fortement touchés, sans qu'on puisse, à cette date, fournir de chiffres fiables : disparition de la bassecour, perte de gros bétail par asphyxie. Les familles sont décapitalisées.
<b>Stratégie</b>	Combiner la distribution de bétail à la reconstitution des pâturages et des services vétérinaires.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisition de bétail dans le Sud et autres zones d'élevage (Plateau Central, Nord-Est) pour distribution ;</li> <li>• Constitution de kits (petit bétail et/ou volaille) ;             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribution aux familles sélectionnées selon la disponibilité en fourrage et le potentiel de pâturage.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Investissements</b>	À évaluer
<b>Terme</b>	court et moyen termes
<b>Bénéficiaires / Zones cibles</b>	150 000 familles réparties sur toutes les zones touchées
<b>Promoteurs / Opérateurs</b>	MARNDR, DDA, BAC, VETERIMED, INTERVET, Associations, boutiques d'intrants.

# Economie

<b>Fiche 13</b> <b>Valorisation du bois mort : le charbon de bois</b>	
<b>Justification</b>	Des tonnes de bois mort encombrant aujourd'hui les champs, les chemins et les rues. Revenus des ventes de charbon de bois pour réduire les déficits de liquidité des familles. Relance des activités économiques.
<b>Stratégie</b>	Production de charbon amélioré par Introduction de fourneaux améliorés (contrôle de l'oxygène et collecte des produits de pyrolyse).
<b>Activités :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valorisation du bois mort issu du cyclone,</li> <li>• Amélioration des techniques de transformation du charbon de bois (plus de charbon pour moins de bois),</li> <li>• Garantie de débouchés sûrs et de prix incitatifs,</li> <li>• Constitution de stock stratégique pour soutenir les prix.</li> </ul>
<b>Terme</b>	Urgent activité à lancer immédiatement et pouvant s'étaler sur 12 mois.
<b>Bénéficiaire</b>	50 000 Familles sinistrées.
<b>Investissement</b>	Fonds de roulement, 4.000.000 US Equipements fours et scies 1.000.000 US Total 5.000.000 US
<b>Résultats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bois tombés sont mis en valeur</li> <li>• Des emplois et des revenus sont créés dans les familles touchées</li> <li>• Les parcelles agricoles sont déblayées et prêtes pour la production</li> <li>• Les prix internes du charbon de bois sont régulés</li> </ul>
<b>Promoteur</b>	MARNDR/groupes privés de distribution/groupes privés de stock stratégique.

<b>Fiche 14</b> <b>Bois d'œuvre (construction et mobilier)</b>	
<b>Justification</b>	Exploitation des bois d'œuvre tombés. Mettre à profit les arbres sur pied ou au sol pour aider dans la reconstruction des maisons (lattes et traverses) Réduire le déficit des liquidités des familles. Relancer l'artisanat du bois et du tissu des PME
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmenter la productivité de travail et les rendements dans le travail du bois d'œuvre grâce à des équipements modernes</li> <li>• recherche de débouchés</li> </ul>
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisition, montage et exploitation de 10 scieries mobiles</li> <li>• Exploitation de bois d'œuvre jetés par les cyclones</li> <li>-Formation et augmentation de productivité des ébénistes</li> <li>-Recherche de marchés pour les producteurs de lattes, traverses, fenêtres, portes, bureaux, autres meubles en bois</li> </ul>
<b>Résultats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Les bois tombés mis en valeur</li> <li>-Des emplois et revenus créés dans les communautés</li> <li>-Les parcelles agricoles sont débloquées pour la production</li> <li>-De la valeur ajoutée est générée dans la zone</li> </ul>
<b>Investissement</b>	\$3 millions pour 10 petites unités de scierie et 500 ateliers d'ébénistes
<b>Terme</b>	Court terme
<b>Bénéficiaires</b>	2 500 Familles de chefs d'ateliers et d'ouvriers du bois
<b>Promoteur</b>	Compagnie de Bois/Regroupement d'ébénistes

**Fiche 15**  
**Cash contre travail (Cash for work)**

<b>Justification</b>	<p>La relance de la production agricole et la réhabilitation des maisons détruites ou endommagées, de même que la survie quotidienne de toutes les familles touchées par Matthew dépend étroitement de leur capacité à mobiliser rapidement de l'argent. Cette situation se manifeste notamment par la disparition de certains marchés et par la faible fréquentation des marchés.</p> <p>Des travaux à haute intensité de main d'œuvre devraient être créés pour permettre à la population de disposer de revenus pour vivre d'autant plus que la catastrophe a trouvé l'ensemble des familles sans argent presque toutes les ressources des familles ont servi pour financer la dernière rentrée des classes.</p>
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des travaux à haute intensité de main d'œuvre : aménagement de routes et sentiers, curage de canaux d'irrigation et de drainage, déblaiement des arbres tombés sur les routes, travaux de protection de berges de rivières, déblaiement des éboulements, travaux d'aménagement de protection de bassins versants (terrasses, baies vives), etc.</li> <li>• Identification /contrat avec des associations et organisation locales. Paiement contre travaux exécutés.</li> <li>• Prise en charge de l'entretien par les organisations comme contribution communautaire</li> </ul>
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les OCB conviennent d'apporter leur contribution après la fin des travaux pour en assurer l'entretien ;</li> <li>• La mairie continue les relations de partenariat avec les OCB après la fin des travaux en vue d'assurer l'entretien ;</li> <li>• Le salaire à pratiquer correspond au salaire minimum pour agriculture, soit 260 gdes par jour de 8 heures : Moniteur # 93 du 23 mai 2016</li> </ul>
<b>Investissement</b>	Durant 3 mois, 50 000 personnes x 25 jours x 3 mois x 260 gourdes = \$ environ 15 millions
<b>Terme</b>	Urgence/Court terme
<b>Bénéficiaires</b>	50 000 pères/mères de familles sinistrées
<b>Promoteur/Opérateur</b>	MICT/MTPTC/MARNDR/Mairies/OCB

**Fiche 16**  
**Fonds Communautaire du Grand Sud (Community Funds)**

<b>Justification</b>	<p>La diaspora haïtienne se mobilise une fois de plus pour apporter des secours aux parents et amis touchés par le cyclone Matthew.</p> <p>Un ensemble de projets au niveau agriculture (café, cacao, riz) attendent d'importants financements pour être réalisés. Au niveau de l'aménagement du territoire, le déplacement des populations de villages comme Carpentier requièrent des ressources financières et matérielles conséquentes.</p> <p>Les expériences de la reconstruction ratée post-tremblement de terre 2010 pousse à la création d'un fonds de reconstruction régional, sur lequel un contrôle régional peut être exercé.</p>
<b>Activités</b>	Modalités à définir
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La création de ce fonds se fait d'abord par les ressources que la diaspora haïtienne souhaite mettre à la disposition des zones sinistrées et des ressources que la diaspora haïtienne peut mobiliser auprès d'institutions américaines.</li> <li>• C'est un choix de la longue durée, par opposition à l'assistance habituelle qui consiste en dons en nature en fonction de besoins immédiats (eau, nourriture, vêtements, objets de première nécessité).</li> <li>• Les modalités d'opération de ce fonds, accessible au secteur public local et aux particuliers sont à définir.</li> <li>• La mise en œuvre du Fonds Grand Sud serait à négocier avec Le Levier, fédération de caisses populaires présent sur l'ensemble du territoire concerné.</li> </ul>
<b>Terme</b>	Long terme
<b>Bénéficiaires</b>	Bénéficiaires directs : les caisses populaires du Grand Sud servant d'intermédiaire financier pour délivrer aider à la dynamisation de l'économie (particuliers) mais également aux investissements publics dans les communes sinistrées
<b>Investissement</b>	\$ 20 millions
<b>Promoteur</b>	Fédération Le Levier/partenaires américains et haïtiano-américains

**Fiche 17**  
**Crédit**

<b>Justification</b>	Le cyclone Matthew a frappé le Grand Sud où se concentrent 16 caisses populaires et 25 points de services de la Fédération Le Levier. Cette institution financière reconnue par la BRH qui est l'unique Banque coopérative d'Haïti a pris près de 25 ans pour se constituer sur le modèle des Caisses Desjardins avec l'assistance technique de Développement International Desjardins. Dans le Grand Sud, 165 896 membres coopérateurs de la Fédération ont été touchés. Un portefeuille de crédit de près de 1 milliard de gourdes pour l'agriculture, le logement et le petit commerce attendent d'être remboursées avec des risques de pertes importantes si les membres concernés ne se relèvent pas de cette catastrophe naturelle.
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation des caisses de la Fédération comme plateforme pour l'octroi de crédit aux membres des caisses et à d'autres sinistrés parrainés (solidarité) ;</li> <li>• Montage d'un crédit 0% d'intérêt, 0 garantie, 0 délai;</li> <li>• Niveau des prêts à hauteur de 65 000 gourdes en moyenne par emprunteurs ;</li> <li>• Première phase de prêts pour les 12 prochains mois à 0% d'intérêt ;</li> <li>• Mise en place d'un moratoire de 3 mois ou 15 000 emprunteurs bénéficient d'une prolongation du délai de remboursement et d'annulation des intérêts sur les 3 mois ;</li> <li>• Renforcement de financement de construction (construction progressive, amélioration de maisons, construction d'un trait) avec des prêts payables sur le long terme (jusqu'à 5 ans) et des taux d'intérêt subventionnés de l'ordre de 6%/an et des exigences en qualité antisismique et anticyclonique ;</li> <li>• Des fonds frais provenant des bailleurs de fonds sont déposés dans la Fédération Le Levier pour faciliter les financements. Les montants remboursés serviront à capitaliser les caisses ;</li> </ul>
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien aux employés et dirigeants des 16 caisses pour la réouverture des caisses. Au 18 octobre 2016 toutes les caisses avaient réouvert leurs portes, même celle de Dame-Marie qui a dû déménager. Toutes les caisses sont informatisées et fonctionnent en réseau au niveau national ;</li> <li>• Evaluation préliminaire des pertes au niveau de l'agriculture et des logements des membres ;</li> <li>• Recherche de financement provenant des institutions financières nationales et internationales ;</li> <li>• Signature de convention entre les bailleurs et la Fédération Le Levier</li> <li>• Montage de crédit adapté au contexte.</li> </ul>
<b>Investissement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moratoire US\$ 1 000 000 don</li> <li>• Crédit 0% US\$ 50 000 000 (crédit et fonds de recapitalisation)</li> <li>• Frais de gestion/crédit 0% US\$ 5 000 000</li> <li>• Crédit construction (don crédit)</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réparation maisons 50 000 x 500 = US 25 000 000</li> <li>• Construction progressive 2000 u x 5 000 = US 10 000 000</li> <li>• Construction d'un trait 10 000 u x 1 000 = US 10 000 000</li> </ul> <p>Total investissement = US101 000 000</p>
<b>Terme</b>	Court, moyen et long termes (jusqu'à 5 ans)
<b>Bénéficiaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moratoire capital et intérêt 3 mois : 15 000 bénéficiaires (immédiat) ;</li> <li>• Crédit 0% (durant 12 mois) : 50 000 bénéficiaires</li> <li>• Crédit construction (tous types) : 53 000 bénéficiaires (60 mois)</li> <li>• Total bénéficiaires : 118 000</li> </ul>
<b>Résultats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintien des populations dans leur zone d'origine</li> <li>• Consolidation des caisses en aidant les membres</li> <li>• Capitalisation des caisses</li> <li>• Financement de la reconstruction/réhabilitation à partir de financement payable à long terme</li> </ul>
<b>Promoteur /Opérateur</b>	Comité Régional d'Aménagement du Territoire Fédération Le Levier

**Fiche 18**  
**Appui aux petites et moyennes entreprises**

<b>Justification</b>	Beaucoup d'unités de transformation (distilleries, moulins) et les hôtels ont été endommagés bâtiments, matériels et équipements, stocks, ne sont pas en état de fonctionnement, surtout ceux situés sur les côtes ou sur le littoral. Ces entreprises font partie de la filière agricole et leur dysfonctionnement est de nature à handicaper la reprise agricole.
<b>Stratégie</b>	Assurer la rentabilité des filières supportées dans le cadre de la reconstruction
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conception et développement d'un produit financier adapté pour la réparation /reconstruction des entreprises dont la localisation est agréée ;</li> <li>• Financement des équipements et du fonds de roulement ;</li> <li>• Assistance technique en gestion.</li> </ul>
<b>Investissements</b>	À évaluer
<b>Terme</b>	Court- moyen terme
<b>Bénéficiaires</b>	Hôtels, auberges, distilleries, moulins, etc.
<b>Promoteurs/Opérateurs</b>	Ministère du Tourisme, MEF, Chambres de commerce MARNDR, DDA, ONG, MEF, FDI, MCI, Fonds Communautaire du Grand-Sud, Ateliers-Écoles de Camp-Perrin

# Les infrastructures



<b>Fiche 19</b> <b>Connectivité : les infrastructures routières</b>	
<b>Justification</b>	<p>Depuis les années 2000, la fréquence des cyclones a nettement augmenté, on est passé d'un évènement de 1800 à 1900, à 3 sur 1900 – 1950, à 8 sur 1950 – 2000, à 12 sur 2000 à 2016. Il s'agit d'évènements climatiques récurrents, dont la fréquence s'accroît de manière exponentielle. Il faut désormais protéger les infrastructures, notamment côtières des conséquences de la houle cyclonique extrêmement dommageable pour tout type d'infrastructures. Parallèlement, il s'agit de protéger les infrastructures, des conséquences des pluies diluviennes provoquées par ces évènements climatiques.</p> <p>Les leçons apprises sont les suivantes : les communautés de la Grand Anse sont en réalité desservies par mer et la plupart des débarcadères ont été détruits, toutes les communautés habitant la moyenne et la haute montagne ont été inaccessibles avant et après le cyclone.</p>
<b>Stratégie</b>	<p>Réaliser, en fonction d'une stratégie d'investissement établie (le plan d'aménagement du Grand Sud ? une étude spécifique complémentaire ?) les investissements nécessaires en tenant compte des éléments nouveaux créés par le changement climatique et du problème institutionnel à résoudre, la stratégie de l'entretien. L'objectif est de créer une connectivité en tout temps pour les communautés du Grand Sud.</p>
<b>Activités</b>	Reconstruction des infrastructures détruites selon d'autres critères
<b>Investissement</b>	Prendre en compte les évaluations techniques précises en cours
<b>Terme</b>	Moyen et long termes
<b>Bénéficiaires</b>	Population de la côte Sud
<b>Promoteur</b>	MICT – CIAT – MTPTC – Mairies - ONG



# L'institutionnel et le social



**Fiche 20**  
**La Sécurité Publique**

<b>Justification</b>	Aucun effort de relance de l'économie ne pourra se faire sans une amélioration de la sécurité publique dans les communes où la misère a donné naissance à un nombre important de délinquants, de voleurs et de rançonneurs. L'acheminement de l'aide d'urgence et les efforts privés des familles pour recapitaliser et reconstruire leur moyens de production vont être entravés par l'insécurité publique ambiante. Le renforcement de la sécurité publique est la présence de police rurale dans les sections communales avec des moyens est aujourd'hui une grande urgence.
<b>Stratégie</b>	Mise en place effective de postes de police rurale dans chaque section communale Installer les postes de police à l'intérieur des sections communales avec présence sur les grandes routes et facilités de déplacement (moto), de communication (cellulaires, internet) -Sélectionner dans les communautés des adultes à réputation confirmée avec un niveau moyen de formation pour devenir policiers ruraux moyennant une courte formation appropriée. 50% des 1010 devraient provenir des communautés. Une place serait donnée à des femmes des communautés concernées.
<b>Activités</b>	-Prise en charge et mise en place coordination pour police rurale -Mobilisation des fonds pour la formation et la nomination des 1010 policiers ruraux -Formation spécifique à la mission de la police rurale -Déploiement des policiers ruraux avec localisation sur routes et à l'intérieur des terres avec système de communication -Suivi de la police rurale
<b>Investissement</b>	2 policiers par section communale : $2 \times 202 = 404$ policiers Salaire : $\$400 \times 404 \times 13 =$ \$2 100,800 Moyen de transport : $\$1\ 500 \times 404 =$ \$ 606,000 Communication : $\$ 400 \times 404 =$ \$ 161,600 Total \$ 2,868,400
<b>Terme</b>	Urgence (3 mois) et moyen terme
<b>Bénéficiaires</b>	Toutes les communautés. Notamment les 202 sections communales du Grand Sud
<b>Promoteur</b>	Ministère de la Justice/PNH/Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales

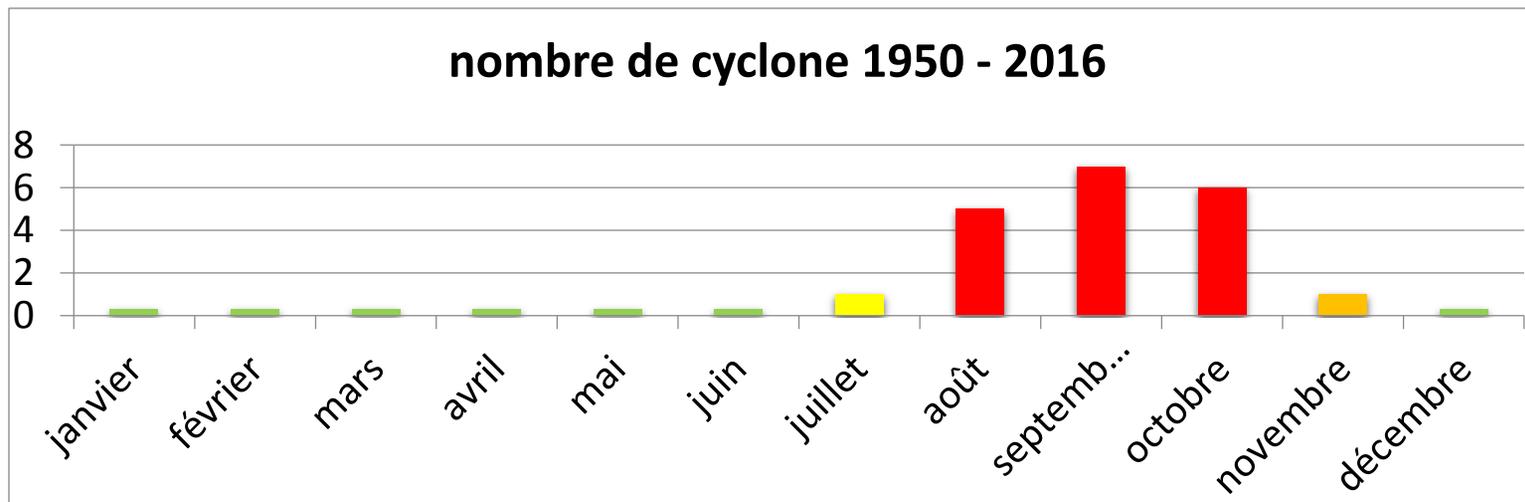
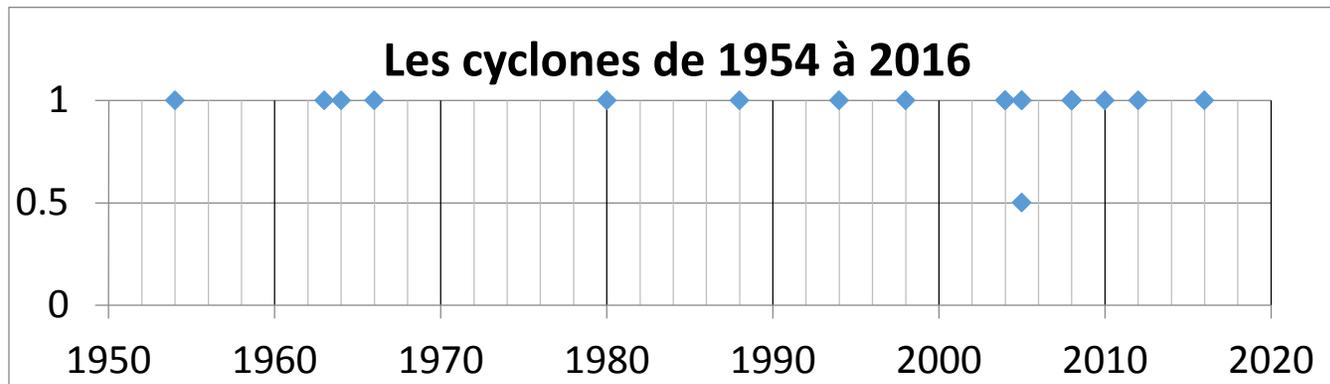
**Fiche 21**  
**Autorité Régionale d'Aménagement du Territoire**

<b>Justification</b>	Compte tenu de l'importance des dégâts causés par le cyclone Matthew et de la nécessité de reconstruire de façon ordonnée, en harmonie avec la volonté des habitants de la région dans leur vision pour l'avenir de leur territoire, un outil de pilotage est indispensable pour orienter l'action des différents intervenants, institutions publiques, ONGs, acteurs du secteur privé, municipalités. Un outil de mise en cohérence de l'action est indispensable.
<b>Stratégie</b>	Si l'on anticipe l'institution légale de l'autorité régionale d'aménagement, la mise en place d'un comité régional ad hoc d'accompagnement et de suivi pour la reconstruction dans le Grand Sud. La Table Verte travaille à faire en sorte que l'ensemble des interventions qui sont en train d'être conçues respectent les normes environnementales et contribuent de façon effective à la relance de l'économie régionale et à la recapitalisation des exploitations et entreprises familiales.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser chaque trois mois une rencontre de la Table Verte ;</li> <li>• Accompagner le processus de reconstruction et s'assurer que les décisions prises sont respectées.</li> <li>• Servir d'interlocuteur entre autorités centrales et locales et entre les collectivités locales de la région elle-même.</li> <li>• Servir d'interlocuteur privilégié des coordonnateurs national et régional de la reconstruction du Sud</li> <li>• Contribuer à la recherche de financement.</li> <li>• Organiser des réunions chaque trois (3) mois.</li> <li>• Préparer la formation et la mise en place de l'Autorité Régionale d'Aménagement du Territoire.</li> <li>• Faire le plaidoyer auprès des instances publique pour la promulgation de la loi sur les Autorités Régionales d'Aménagement du Territoire.</li> </ul>
<b>Investissement</b>	\$ 200 000
<b>Terme</b>	Court terme
<b>Bénéficiaires</b>	Partenaires de la Table Verte
<b>Promoteurs/opérateurs</b>	Table Verte/CIAT/PNUJ

## Fiche 22 L'école

<b>Justification</b>	<p>C'est certainement la question sociale la plus importante aujourd'hui et maintenant. Beaucoup d'écoles sont détruites ou hors de fonctionnement. Il faut remettre les enfants à l'école et soulager les parents de la lourde charge de leur alimentation, compromise par la destruction quasi-totale de l'agriculture.</p> <p>Présumant que les revenus de l'agriculture ne se feront pas avant 18 mois, s'assurer la présence des enfants à l'école et s'assurer que les enfants sont alimentés correctement pendant cette longue soudure est une question sociale centrale</p>
<b>Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsabiliser les directeurs d'école, les professeurs et les parents d'élèves dans la gestion de l'aide.</li> <li>• Mobiliser les inspecteurs du MENFP pour le contrôle et le suivi</li> <li>• Rouvrir les écoles le plus vite possible avec les cantines scolaires et l'appui psycho-social</li> <li>• S'assurer que tous les enfants et leurs maitres disposent d'un repas décent chaque jour et sont pris en charge pendant la journée. La cantine scolaire est le point névralgique de cette action.</li> </ul>
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconstruction des écoles suivant les normes anticycloniques et antisismiques</li> <li>• Création obligatoire de cantine scolaire dans chaque école</li> <li>• Prise en charge des frais des scolarisés dans la zone</li> <li>• Prise en charge des frais des scolarisés en dehors de la zone touchée mais provenant des familles sinistrées</li> <li>• Remplacement des équipements scolaires dans les écoles</li> <li>• Rééquipement des scolarisés ayant tout perdu</li> </ul>
<b>Investissement</b>	À évaluer
<b>Terme</b>	Moyen et long termes
<b>Résultats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire la migration vers les grands centres urbains</li> <li>• Assurer une sécurité alimentaire pour certaines populations vulnérables</li> </ul>
<b>Promoteurs/opérateurs</b>	MENFP/écoles/fondations diverses / Associations privées d'enseignement

## Le long terme



**Fiche 23**  
**Les stocks stratégiques**

<b>Justification</b>	La vulnérabilité du Grand Sud est historique. La période cyclonique revient chaque année aux mêmes périodes. Il est donc possible, nécessaire, de mettre en place des volants de sécurité pour gérer cette période cyclonique. La DPC s'inscrit dans la réponse aux catastrophes, en mettant l'accent sur les vies plutôt que sur les biens, sur les bilans plutôt que sur les stratégies. Il y a néanmoins, en plus de l'aménagement du territoire, des anticipations à faire, notamment pour le secteur agricole.
<b>Stratégie</b>	La constitution de stocks stratégiques doit être le fait des services publics mais des particuliers qui pourraient fournir des semences et boutures spécifiques pour la reprise agricole après le passage d'un cyclone, gérer les stocks de semences et de nourriture suivant des modalités à préciser.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de 10 centres ruraux d'approvisionnement en produits stratégiques (aliments, semences, équipements) sur les anciennes fermes d'Etat et centre de formation rurale (Fonds des Nègres, Madian, Torbeck, Levis, Marfranc, Zoranger, Jacmel, Francklin, Anse d'Hainault, Savane Zombie, Port-Salut)</li> <li>• Equipement de ces centres (dépôts, silos, équipements et matériaux d'urgence : tôles, pré-lars, outils, etc.)</li> <li>• Centre d'équipement des TPTC opérationnel au niveau des chefs-lieux de département et des arrondissements</li> </ul>
<b>Investissement</b>	A évaluer
<b>Terme</b>	Moyen et long termes
<b>Bénéficiaires</b>	Sinistrés post-désastre
<b>Résultats</b>	-Constitution et gestion des stocks (avec système périodique de contrôle) -Stock stratégique d'aliments, semences, équipements opérationnels
<b>Opérateurs</b>	TPTC/MARNDR /CNSA

## Population du Grand sud en 2015

Communes	Population		
	Urbain	Rural	Total
<b>SUD-EST</b>			
<b>Jacmel</b>	<b>62,211</b>	<b>276,517</b>	<b>338,728</b>
Jacmel	48,814	138,439	187,253
Marigot	8,176	66,524	74,700
Cayes-Jacmel	3,957	36,391	40,348
La Vallée	1,264	35,163	36,427
<b>Bainet</b>	<b>6,473</b>	<b>129,319</b>	<b>135,792</b>
Bainet	4,026	82,729	86,755
Cotes de Fer	2,447	46,590	49,037
<b>Belle-Anse</b>	<b>27,770</b>	<b>130,311</b>	<b>158,081</b>
Belle-Anse	4,950	71,001	75,951
Grand Gosier	2,705	14,354	17,059
Thiotte	6,844	28,081	34,925
Anse-à-Pitre	13,271	16,875	30,146
<b>Département</b>	<b>96,454</b>	<b>536,147</b>	<b>632,601</b>
<b>NIPPES</b>			
<b>Miragoane</b>	<b>27,951</b>	<b>113,875</b>	<b>141,826</b>
Miragoane	16,853	45,675	62,528
Petite Rivière Nippes	4,130	24,423	28,553
Fonds des Nègres	5,727	27,686	33,413
Paillant	1,241	16,091	17,332
<b>Anse-à-Veau</b>	<b>25,188</b>	<b>128,451</b>	<b>153,639</b>
Anse-à-Veau	6,691	27,922	34,613
Petit Trou Nippes	8,171	21,819	29,990
Asile	4,126	36,947	41,073
Arnaud	2,879	17,839	20,718
Plaisance du Sud	3,321	23,924	27,245
<b>Baradères</b>	<b>9,072</b>	<b>37,988</b>	<b>47,060</b>
Baradères	4,715	36,530	41,245
Grand Boucan	4,357	1,458	5,815
<b>Département</b>	<b>62,211</b>	<b>280,314</b>	<b>342,525</b>
<b>SUD</b>			
<b>Cayes</b>	<b>117,697</b>	<b>228,579</b>	<b>346,276</b>
Cayes	88,042	63,654	151,696
Torbeck	5,246	70,837	76,083
Chantal	4,331	29,790	34,121

Camp-Perrin	4,925	40,118	45,043
Maniche	1,087	22,847	23,934
Ile à Vache	14,066	1,333	15,399
<b>Port-Salut</b>	<b>5,576</b>	<b>68,469</b>	<b>74,045</b>
Port-Salut	2,326	16,772	19,098
Saint-Jean du Sud	1,343	24,424	25,767
Arniquet	1,907	27,273	29,180
<b>Aquin</b>	<b>19,446</b>	<b>198,381</b>	<b>217,827</b>
Aquin	13,847	90,369	104,216
Saint-Louis du Sud	3,325	61,599	64,924
Cavaillon	2,274	46,413	48,687
<b>Coteaux</b>	<b>18,832</b>	<b>39,786</b>	<b>58,618</b>
Coteaux	6,892	14,410	21,302
Port-à-Piment	8,438	10,484	18,922
Roche à Bateau	3,502	14,892	18,394
<b>Chardonnières</b>	<b>27,134</b>	<b>51,276</b>	<b>78,410</b>
<b>Chardonnières</b>	<b>8,272</b>	<b>16,968</b>	<b>25,240</b>
Les Anglais	9,483	20,408	29,891
Tiburon	9,379	13,900	23,279
<b>Département</b>	<b>188,685</b>	<b>586,491</b>	<b>775,176</b>
<b>GRANDE-ANSE</b>			
<b>Jérémie</b>	<b>58,221</b>	<b>179,997</b>	<b>238,218</b>
Jérémie	46,797	87,520	134,317
Abricots	1,353	36,322	37,675
Bonbon	1,726	6,884	8,610
Moron	3,670	27,487	31,157
Chambellan	4,675	21,784	26,459
<b>Anse d'Hainault</b>	<b>34,041</b>	<b>64,481</b>	<b>98,522</b>
Anse d'Hainault	14,030	22,371	36,401
Dame Marie	11,560	27,187	38,747
Irois	8,451	14,923	23,374
<b>Corail</b>	<b>18,236</b>	<b>113,335</b>	<b>131,571</b>
Corail	4,489	15,077	19,566
Roseaux	2,127	33,639	35,766
Beaumont	6,017	25,563	31,580
Pestel	5,603	39,056	44,659
<b>Département</b>	<b>110,498</b>	<b>357,813</b>	<b>468,311</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>457,848</b>	<b>1,760,765</b>	<b>2,218,613</b>

Sources : IHSI, Ménages et densités estimés en 2015

## Divisions administratives, nombre et types d'exploitations agricoles

	Divisions administratives		
	Arr.	Communes	Sections
Sud-Est	3	10	50
Nippes	3	11	37
Sud	5	18	69
Grande-Anse	3	12	46
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>51</b>	<b>202</b>

Source : IHSI, Ménages et densités estimés en 2015

Nombre d'exploitations agricoles	Type d'exploitations agricoles (en superficie)	
	Irriguées	Non irriguées
<b>Total</b>		
87,501	972	55,829
44,375	945	32,525
92,868	5,000	58,147
65,523	217	57,374
<b>290,267</b>	<b>7,134</b>	<b>203,875</b>

Source : Synthèse nationale des résultats du recensement général de l'agriculture 2008-2009, octobre 2012